

**Discours de Benjamin Netanyahu  
au Centre Begin-Sadate  
de l'université Bar-Ilan**

**2009**

Mesdames et Messieurs,  
citoyens de l'État d'Israël,

La paix a toujours été le désir le plus ardent de notre peuple. Nos prophètes ont donné au monde la vision même de la paix, nous nous saluons à l'aide du mot "paix", nos prières s'achèvent sur le mot "paix". Nous sommes ce soir réunis dans une institution portant le nom de deux pionniers de la paix, Menahem Begin et Anwar Sadate, dont nous partageons la vision.

Il y a deux mois et demi, j'ai prêté mon serment de Premier ministre de l'État d'Israël. Je me suis engagé à former un gouvernement d'unité nationale —et j'y suis parvenu—. J'étais convaincu, et je le suis toujours, que l'unité nous est plus vitale aujourd'hui que jamais, confrontés que nous sommes à trois immenses défis : la menace iranienne, la crise économique et la promotion de la paix.

Le spectre de la menace iranienne n'a pas Israël pour seule cible, comme nous en avons eu la preuve hier. Le plus grand danger pour Israël, le Moyen-Orient et l'ensemble de l'humanité, est la connexion entre l'extrémisme islamique et l'arme nucléaire. J'ai débattu de ce registre avec le président Obama au cours de ma récente visite à Washington et je l'évoquerai également la semaine prochaine lors de mes entretiens avec les dirigeants européens. Depuis des années, je tente sans relâche de forger une alliance internationale destinée à empêcher l'Iran de faire l'acquisition de l'arme atomique.

Confronté à une crise économique mondiale, le gouvernement a rapidement pris les mesures nécessaires à la stabilisation de l'économie israélienne. Nous avons voté un budget de deux ans qui sera prochainement approuvé par la Knesset.

Troisième enjeu, de loin le plus important : la promotion de la paix. J'en ai certes parlé au président Obama et je cautionne totalement le projet de paix régionale qu'il préconise.

Je partage le désir du président de susciter une nouvelle ère de réconciliation dans notre région. Dans ce dessein, je me suis entretenu avec le président Moubarak en Égypte et le roi Abdallah en Jordanie, afin de rallier le soutien de ces leaders et d'étendre le rayon de la paix dans notre région. Je m'adresse ce soir aux dirigeants arabes et leur dis : "Rencontrons-nous, parlons de paix et faisons la paix. Je suis disposé à vous rencontrer à tout moment. Je suis disposé à me rendre à Damas, à Riyad, à Beyrouth, partout —y compris à Jérusalem—.

Je lance un appel à la coopération des pays arabes avec les Palestiniens et avec nous pour promouvoir une paix fondée sur la croissance économique. La paix économique n'est pas un substitut à la paix politique, mais elle joue un rôle important pour parvenir à cette dernière. Ensemble, nous pouvons entreprendre des projets susceptibles de surmonter les pénuries de notre région, tels le dessalement de l'eau, en maximiser les atouts, tels l'exploitation de l'énergie solaire, du gaz et du pétrole, les moyens de transport entre l'Asie, l'Afrique et l'Europe.

Nous sommes tous impressionnés, je le suis aussi, par la réussite économique des États du Golfe. Je fais appel aux entrepreneurs du monde arabe pour qu'ils investissent leurs énergies et leurs talents ici, et contribuent ce faisant à aider les Palestiniens — et nous— à stimuler l'économie de la région.

Ensemble, nous pourrions créer des zones industrielles porteuses de milliers d'emplois et créer des sites touristiques qui attireraient des millions de visiteurs désireux de s'engager dans les pas de l'Histoire —à Nazareth et Bethléem, autour des murs de Jéricho et de Jérusalem, sur les rives du lac de Tibériade et au site du baptême sur le Jourdain—.

Notre région renferme un énorme potentiel de

tourisme archéologique, il suffit que nous apprenions à collaborer pour mettre en oeuvre ce potentiel.

Je m'adresse à vous, voisins palestiniens dirigés par l'Autorité palestinienne, et vous dis : "Entamons immédiatement des pourparlers, sans conditions préalables."

Israël respecte ses engagements internationaux et s'attend à ce que toutes les parties respectent les leurs.

Nous voulons vivre en paix avec vous, en bons voisins. Nous voulons que nos enfants et les vôtres ne fassent plus jamais l'expérience de la guerre, que des parents, des frères et des sœurs n'aient plus jamais la douleur de perdre leurs êtres chers au combat ; que nos enfants puissent rêver d'un avenir meilleur et qu'ils parviennent à réaliser leurs rêves ; que nous investissions ensemble nos énergies dans la fabrication de socs et de serpes plutôt que d'épées et de lances.

Je connais la laideur de la guerre. J'ai fait l'expérience des champs de bataille. J'y ai perdu mes amis, j'y ai perdu un frère. J'ai vu la douleur des familles endeuillées. Je ne veux pas de guerre. Personne en Israël ne veut la guerre.

En joignant nos mains et en œuvrant ensemble à l'instauration de la paix, il n'y aura pas de limites au développement et à la prospérité de nos populations —sur les plans économique, agricole, commercial, touristique et éducatif— qui, et c'est le plus important, garantiront à nos enfants un monde meilleur, une vie paisible, créatrice, riche d'opportunités et d'espoir.

Si la paix a des atouts si manifestes, demandons-nous pourquoi elle demeure si lointaine alors que nos mains sont tendues vers elle ? Pourquoi ce conflit dure depuis plus de soixante ans ?

Pour mettre un terme au conflit, il nous faut donner une réponse honnête et sans détours à cette question : quelles en sont les sources ?

Dans son discours au Premier Congrès sioniste de

Bâle, Théodore Hezl, le fondateur du sionisme, déclarait à propos du foyer national juif : "L'idée est si grande que nous ne pouvons en parler qu'en termes les plus simples." Je vais parler aujourd'hui des immenses défis de la paix avec les mots les plus simples possibles.

Les horizons de demain ne doivent nous faire oublier ni les réalités ni les vérités de l'heure. La vérité est que les racines du conflit ont été et restent le refus de reconnaître le droit du peuple juif à son État, dans sa patrie historique.

En 1947, lorsque les Nations unies proposèrent leur plan de partition prévoyant un État juif et un État arabe, les pays arabes rejetèrent unanimement cette résolution. La communauté juive, au contraire, l'accueillit avec des chants et des danses. Les Arabes ont rejeté toute idée d'État juif, quelles que fussent ses frontières. Ceux qui pensent que l'hostilité envers Israël est la conséquence de notre présence en Judée, Samarie et dans la bande de Gaza confondent causes et conséquences.

Les attaques contre nous ont débuté dès les années 20, se sont intensifiées en assaut généralisé en 1948, poursuivies par les attentats de feddayin des années 50 pour atteindre leur paroxysme en 1967, à la veille de la guerre de Six-Jours, dans l'espoir de resserrer l'étau arabe autour de l'État d'Israël. Autant d'événements advenus au cours des cinquante années avant même qu'un soldat israélien n'ait foulé le sol de la Judée et de la Samarie.

L'Égypte et la Jordanie ont, heureusement, quitté ce cercle d'hostilité. La signature de traités de paix avec ces pays a mis un terme à leurs revendications contre Israël, un terme au conflit. Mais, et nous le regrettons, ce n'est pas le cas des Palestiniens. Plus nous nous rapprochons d'un accord avec eux, plus ils font marche arrière et présentent des revendications qui réfutent tout désir sincère de mettre un terme au conflit.

Nombreux sont ceux qui soutiennent que l'évacuation des territoires est la clé de la paix avec

les Palestiniens. Nous nous sommes retirés, mais le fait est que chaque évacuation a été suivie par des vagues massives de terrorisme, par des attentats suicide meurtriers et par des milliers de missiles.

Nous avons tenté le retrait avec et sans accord préalable, le retrait partiel et le retrait total. En l'an 2000 et même l'an dernier, Israël a proposé un retrait presque complet en échange de la fin du conflit, et à deux reprises notre proposition a été repoussée.

Nous avons évacué jusqu'au dernier centimètre de la bande de Gaza, démantelé des dizaines de localités juives et évincé de leurs foyers des milliers d'Israéliens pour ne recevoir en réponse que des salves de missiles lancés sur nos villes, nos localités et nos enfants. Le postulat selon lequel l'évacuation des territoires déboucherait sinon sur la paix avec les Palestiniens, du moins sur des progrès dans le sens de la paix, n'a pas encore fait les preuves de son bien-fondé. De surcroît, le Hamas au sud, à l'instar du Hezbollah au nord, proclame à l'envi ses engagements à la "libération" des villes israéliennes d'Ashkelon, de Beershéva, d'Acre et de Haïfa.

L'évacuation des territoires n'a pas diminué la haine, et à notre grand regret, les Palestiniens modérés ne sont toujours pas disposés à prononcer ces quelques mots simples : Israël est la patrie du peuple juif, et le restera. Parvenir à la paix exige courage et franchise des deux partenaires, pas seulement du côté israélien.

Le leadership palestinien doit proclamer haut et fort : "Trêve d'hostilités ! Nous reconnaissons le droit du peuple juif à posséder son État et nous sommes disposés à vivre en paix à ses côtés."

J'aspire au jour où les dirigeants palestiniens s'adresseront à nous et à leurs populations dans ces termes, au jour où s'ouvrira la voie de la paix et de la solution de tous les problèmes qui opposent nos peuples, quelle que soit leur complexité.

*Il s'ensuit que la condition préalable fondamentale pour mettre fin au conflit est la reconnaissance publique et catégorique d'Israël en tant que patrie*

*du peuple juif par les Palestiniens.*

Pour conférer à cette déclaration une portée pratique, il importe également que les Palestiniens comprennent que le problème posé par les réfugiés doit être résolu hors des confins israéliens. Car il est clair que toute exigence de retour des réfugiés palestiniens en territoire israélien constitue un danger pour l'existence d'Israël en tant que patrie du peuple juif.

Le problème des réfugiés palestiniens doit être résolu et peut l'être, comme le prouve notre propre expérience. Notre petit pays a en effet réussi à intégrer des dizaines de milliers de réfugiés juifs qui ont abandonné leurs maisons et leurs biens dans les pays arabes.

Il importe donc, au nom de la justice et de la logique, que ce problème soit résolu hors des frontières d'Israël. Sur ce point, le consensus de nos concitoyens est quasiment unanime. Je suis convaincu qu'avec de la bonne volonté et un investissement international, ce problème humanitaire pourra être définitivement résolu. Je n'ai abordé pour l'instant que le registre de la reconnaissance de nos droits par les Palestiniens. J'aborderai ouvertement dans un moment celui de la reconnaissance par Israël des droits des Palestiniens.

Permettez-moi de rappeler tout d'abord que les liens noués par le peuple juif avec la Terre d'Israël remontent à plus de 3 500 ans. La Judée et la Samarie, ces lieux où vécurent Abraham, Isaac et Jacob, David et Salomon, Isaïe et Jérémie, ne nous sont pas étrangers. Ils s'inscrivent dans la terre de nos ancêtres.

Le droit du peuple juif à un État en Terre d'Israël n'est pas la conséquence des catastrophes qui ont frappé notre peuple. Certes, pendant 2 000 ans, les Juifs ont enduré des expulsions, des pogroms, des accusations de meurtre rituel et des massacres dont le paroxysme, sans précédent dans l'histoire de l'humanité, a été atteint pendant la Shoah.

Certains prétendent que sans la Shoah l'État

d'Israël n'aurait pas vu le jour. Pour ma part j'affirme que si l'État d'Israël avait été établi plus tôt, la Shoah ne se serait pas produite.

Cette tragique histoire d'impuissance explique pourquoi le peuple juif doit posséder son pouvoir souverain d'auto-défense.

Toutefois, notre droit d'édifier ici, en Terre d'Israël, un pays souverain, procède d'un fait simple : cette terre est la patrie du peuple juif, celle où s'est forgée notre identité.

Comme le proclama dans la Déclaration d'Indépendance le premier chef de gouvernement israélien, le Premier ministre David Ben-Gurion : Eretz Israel est le lieu où naquit le peuple juif. C'est là que se forma son caractère spirituel, religieux et national. C'est là qu'il réalisa son indépendance, créa une culture à la fois nationale et universelle, et fit don de la *Bible* au monde entier. Pour autant, nous ne devons pas dissimuler une partie de la vérité : dans cette patrie vit une grande communauté palestinienne. Nous ne souhaitons ni les dominer, ni régir leur existence, pas plus que leur imposer notre drapeau et notre culture. Dans ma perception de la paix, dans ce petit pays qui est le nôtre, deux peuples vivent librement, côte à côte, dans la concorde et le respect mutuel. Chacun possède son drapeau, son hymne national, son propre gouvernement. Aucun ne menace l'existence et la sécurité de son voisin.

Ces deux réalités —notre attachement à la Terre d'Israël d'une part, et la présence d'une population palestinienne parmi nous de l'autre— ont suscité de profondes controverses dans la société israélienne. Mais en vérité nous avons plus de choses en commun que de pommes de discorde.

Et c'est précisément pour exprimer notre unité et notre attachement aux principes de paix et de sécurité que je suis ici ce soir. Ce sont ces principes fondamentaux qui régissent notre politique.

Cette politique doit prendre en compte la situation mondiale récemment émergée. Il nous faut connaître les réalités qu'elle implique, tout en

restant fermement liés aux principes essentiels pour notre pays.

J'ai déjà énoncé le premier de ces axiomes : la reconnaissance. Les Palestiniens doivent reconnaître clairement et sans ambiguïté qu'Israël est la patrie du peuple juif. Le second concerne la démilitarisation : les territoires sous administration palestinienne doivent impérativement être démilitarisés et des dispositions à toute épreuve prises pour garantir la sécurité d'Israël. Si ces deux conditions ne sont pas respectées, le danger de l'émergence d'un État palestinien armé qui deviendrait une nouvelle base de terrorisme contre Israël, du genre de celle de Gaza, est réel.

Nous ne voulons pas de roquettes Qassam sur Petah-Tikva, de roquettes Grad sur Tel-Aviv, ni de missiles sur l'aéroport Ben-Gurion. Ce que nous voulons, c'est la paix.

Pour y parvenir, nous devons nous assurer que les Palestiniens ne soient pas en mesure d'importer des missiles dans leur territoire, de déployer une armée, de fermer leur espace aérien à nos avions, ou de conclure des accords avec des organisations telles que le Hezbollah et avec des pays comme l'Iran. Sur ce point, le consensus d'Israël est général.

On ne peut s'attendre à ce que nous acceptions par avance le principe d'un État palestinien sans garanties de démilitarisation de cet État.

Dans un registre aussi vital pour l'existence d'Israël, nous devons avoir la garantie que nos exigences de sécurité seront respectées.

Par conséquent, nous demandons à nos amis de la communauté internationale, avec à leur tête les États-Unis, de garantir ces éléments cruciaux pour la sécurité de notre pays : des engagements clairs relatifs à la démilitarisation du territoire sous contrôle palestinien dans un futur accord de paix, autrement dit que le territoire du futur État palestinien soit dépourvu d'une armée et du contrôle de son espace aérien, doté également de moyens efficaces de sécurité destinés à empêcher le

trafic d'armes sur son territoire —un véritable contrôle de ces mesures et non ce qui se passe à Gaza à l'heure actuelle—. Il va de soi aussi que les Palestiniens ne pourront conclure des accords militaires avec d'autres pays.

Faute de mesures de ce genre, ces territoires deviendront tôt ou tard un nouveau "Hamastan". Chose que nous n'accepterons à aucun prix. Lors de ma visite à Washington, j'ai dit au président Obama que si nous parvenons à nous entendre sur la substance, la terminologie ne posera pas problème.

Je tiens à préciser la substance d'un futur accord avec l'Autorité palestinienne : Si nous recevons des garanties concernant la démilitarisation et les exigences israéliennes de sécurité, et si les Palestiniens reconnaissent qu'Israël est la patrie du peuple juif, nous serions disposés, dans le cadre d'un futur accord, à parvenir à une solution prévoyant l'existence d'un État palestinien démilitarisé aux côtés de l'État juif.

Concernant les registres importants qui restent à résoudre dans le cadre d'un accord final, mes positions sont connues : Israël a besoin de frontières sûres et défendables, Jérusalem doit rester la capitale unifiée de l'État d'Israël où la liberté de culte de toutes les religions sera scrupuleusement respectée.

Le registre territorial sera évoqué dans l'accord définitif. Entretemps, nous n'avons l'intention ni d'établir de nouvelles implantations, ni d'exproprier d'autres terrains au profit des localités existantes.

Toutefois, nous devons permettre aux habitants de ces localités de mener des vies normales, aux mères et aux pères d'élever leurs enfants comme partout ailleurs. Les habitants de ces localités ne sont ni des ennemis du peuple, ni des ennemis de la paix. Ils font au contraire partie intégrante de notre population, ce sont des gens qui défendent leurs idéaux, des pionniers et des sionistes.

L'unité entre tous les secteurs de notre population nous est essentielle et nous permettra de parvenir à

nous réconcilier avec nos voisins. Cette réconciliation doit commencer par le changement des réalités actuelles. Je suis convaincu qu'une économie palestinienne forte renforcera la paix.

Si les Palestiniens optent pour la paix —en combattant le terrorisme, renforçant les rouages de leur administration, imposant le règne du droit, enseignant la paix à leurs enfants et en mettant un terme aux incitations à la violence contre Israël— nous ferons pour notre part tous les efforts pour faciliter leur liberté de mouvement, et pour leur permettre de développer leur économie. Autant d'éléments qui contribueront à promouvoir un traité de paix entre nous. Au-delà, les Palestiniens doivent faire le choix entre la voie de la paix et celle du Hamas. L'Autorité palestinienne devra faire régner la loi à Gaza et triompher du Hamas, Israël ne prendra pas place autour de la table de négociation avec des terroristes résolus à détruire notre pays.

Le Hamas ne permet même pas à la Croix-Rouge de rendre visite à notre soldat kidnappé Gilad Shalit captif depuis trois ans, isolé de ses parents, de sa famille et de son peuple. Nous nous engageons à le faire rentrer sain et sauf chez lui.

Avec des dirigeants palestiniens ayant pris des engagements en faveur de la paix, avec la collaboration active du monde arabe et le soutien des États-Unis et de la communauté internationale, il y a de bonnes chances de parvenir à la paix.

Notre peuple a déjà prouvé sa capacité de surmonter l'impossible. Au cours des 61 dernières années, et tout en luttant constamment pour notre existence, nous avons réalisé des prodiges.

Nos puces sont insérées dans les ordinateurs du monde entier. Nos médicaments soignent des maladies jusque là tenues pour incurables. Nos systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte ont fait reverdir des terres arides partout dans le monde. Les chercheurs israéliens travaillent à étendre les limites des connaissances humaines.

Si seulement nos voisins répondaient à nos appels,

la paix serait à portée de nos mains.

J'exhorte les dirigeants des pays arabes et le leadership palestinien à s'engager sur la voie de Menachem Begin et d'Anouar Sadate, de Yitzhak Rabin et du roi Hussein. Réalisons ensemble la vision du prophète Isaïe qui, il y a 2 700 ans à Jérusalem prônait : Un peuple ne tirera plus l'épée contre un autre peuple, et on n'apprendra plus l'art de la guerre. Avec l'aide de Dieu, puissions-nous ne plus connaître la guerre, et savourer enfin la paix.